

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

SESSION EXTRAORDINAIRE – 19 NOVEMBRE 2018

EPREUVE ECRITE

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noir ou bleu).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

1. OPC

Enoncé en **Partie I**

Question 1	2,0 points
Question 2	4,0 points
Question 3	1,0 point
Question 4	3,0 points
Question 5	0,5 point
Question 6	2,5 points
Question 7	3,0 points
Question 8	1,5 points
Question 9	0,5 points
Question 10	1,0 point
Question 11	1,5 points
Question 12	2,0 points
Question 13	2,5 points

2. Sociétés commerciales

Enoncé en **Partie II**

Question 14	8,0 points
Question 15	5,0 points
Question 16	4,0 points
Question 17	3,0 points
Question 18	5,0 points

Partie I – OPC

EXERCICE 1 :

- 1) Vous êtes auditeur de la Management Company RedHot Co & Partners. Le Président de son Conseil d'Administration, Lew Hashby, vous contacte car il souhaite vous informer que le Conseil d'Administration a décidé, lors de sa réunion du 1^{er} novembre N, de liquider le fonds en date du 1^{er} février N+1.

1^{er} cas : Les comptes au 31 Décembre N sont préparés sur une base autre que la continuité d'exploitation et des ajustements, relatifs à la liquidation envisagée, ont été passés en comptabilité.

Question 1

La liquidation étant décidée par le Conseil d'Administration, Lew Hashby vous demande de lui rappeler quelles sont les obligations de son Conseil pour l'établissement des notes aux états financiers ?
Lew vous demande également quel est l'impact de cette situation sur votre opinion d'audit ?

(2,0 points)

2^{ème} cas : Les comptes sont préparés sur une base autre que la continuité d'exploitation mais aucun ajustement n'a été passé en comptabilité.

Question 2

Proposez, si il y a lieu, une rédaction des éléments modifiés du rapport d'audit par rapport à une opinion standard ; traitez le cas où les ajustements s'avèrent matériels et celui où ils ne le sont pas.

(4,0 points)

3^{ème} cas : Les comptes ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation

Question 3

Sans la rédiger, détaillez l'impact de cette situation sur votre opinion d'audit.

(1,0 point)

- 2) BluCool Co& Partners gère le fonds ChiliPepper Sicav, UCITs luxembourgeois, créé le 15 mars N-3. L'exercice comptable de la Sicav se clôture au 31 décembre de chaque année.

Sa politique d'investissement est assez diversifiée, et le portefeuille comporte des actions et obligations cotées, des instruments money market court terme, des fonds d'investissement liquides et quelques investissements illiquides.

Luxembourg, le 19/11/2018

Lors de la création de la Sicav le Conseil d'Administration de la Sicav a pris la décision d'amortir les frais d'établissement activés sur une durée de cinq ans.

ChiliPepper Sicav a vu son Conseil d'Administration prononcer la décision de sa liquidation le 15 janvier N+1, soit après sa date de clôture (31 décembre N), mais avant la date de signature des comptes par le réviseur.

Question 4

La décision étant prise après le 31 décembre N, le Conseil d'Administration de la Sicav vous demande sur quelle base les comptes doivent être préparés et quels ajustements éventuels il lui faudrait passer en comptabilité sur les actifs et passifs. Pour les actifs, les différents types d'investissement détenus par le fonds doivent être considérés séparément.

(3,0 points)

Question 5

Votre réponse serait-elle différente dans l'hypothèse où cette décision serait prise le 15 avril N+1, avant la signature de l'opinion d'audit et la mise à disposition des comptes pour les besoins de l'Assemblée Générale de ChiliPeppers Sicav, mais après qu'ils aient été arrêtés par le Conseil d'administration ?

(0,5 point)

Vous êtes informé d'une opération de fusion par absorption du fonds ChiliPepper Sicav (fonds absorbé) par un autre UCITS luxembourgeois, Nirvana FCP (fonds absorbant), qui aura lieu le 1^{er} novembre N+1.

Question 6

Pour quelle période et à quelle date, le Conseil d'Administration de la ChiliPepper Sicav doit-il préparer les derniers comptes ?

Les comptes seront-ils à préparer sur une base de continuité d'exploitation? Justifiez votre réponse.

Décrivez les autres rapports (autres que l'opinion d'audit), qui devront être émis par l'auditeur de ChiliPepper Sicav, à l'occasion de cette opération de fusion (leur intitulé).

(2,5 points)

- 3) Vous êtes auditeur d'un UCITS à 5 compartiments, TellMeBaby Sicav, dont l'exercice se clôture le 31 décembre N. Lors des réunions de planification de l'audit, le Conseil d'Administration vous informe que deux des compartiments ont été mis en liquidation pendant l'année, le premier au 31 mars et le suivant au 30 septembre. Les autres compartiments sont toujours actifs à la clôture.

La liquidation du premier compartiment est clôturée, par contre il reste pour le second compartiment des montants à payer et du cash, pour un montant non matériel (au niveau du compartiment).

Question 7

Le Conseil d'Administration de TellMeBaby Sicav vous demande que doivent contenir les états financiers de clôture, dans ce cas de liquidation de compartiments.

(3,0 points)

EXERCICE 2 :

Monsieur Tobler, un gestionnaire d'actifs basé en Suisse et gérant le portefeuille d'un certain nombre de véhicules d'investissement luxembourgeois, est de passage à Luxembourg dans une semaine. Comme il considère avec intérêt l'avis du réviseur d'entreprises agréé de ses fonds, il vous a fait parvenir une série de questions pour lesquelles il souhaite obtenir clarification lors de son passage.

La gamme de fonds actuelle créée par Monsieur Tobler (et audités par votre Cabinet) comprend :

- Tobler-One (actif net total actuel EUR 7M): un FIS (Fonds d'Investissement Spécialisé) créé en vue de placer les actifs d'un de ses clients ; c'est une SICAV auto-gérée
- Tobler-Two (actif net total actuel EUR 30M): un FIS de plusieurs compartiments qui a pour objet de récolter/lever l'épargne de clients français et d'investir les montants récoltés selon des politiques d'investissement diverses
- Tobler-Three (actif net total actuel EUR 12M) : un fonds régi par les dispositions de la partie II de la Loi modifiée du 20 décembre 2010, créé en vue de placer les actifs d'un de ses clients européens
- Tobler-Four (actif net total actuel EUR 25M) : un fonds régi par les dispositions de la partie II de la Loi modifiée du 20 décembre 2010, qui a pour objet de récolter/lever l'épargne de clients français et d'investir les montants récoltés suivant des stratégies de type « hedge funds »

A l'exception de Tobler-One qui est géré de manière interne, toutes ces structures ont désigné Carbar AM, une société de gestion luxembourgeoise gérant déjà plusieurs milliards d'euros d'actifs, comme GFIA (ou AIFM).

Les questions de Monsieur Tobler sont les suivantes :

Question 8

Est-ce que toutes les structures de sa gamme de fonds ont l'obligation de nommer un réviseur d'entreprises agréé ? Justifiez votre réponse.

Votre réponse à la question précédente serait-elle différente si Carbar AM était un GFIA autorisé de droit français ? Justifiez votre réponse.

(1,5 points)

Question 9

Monsieur Tobler envisage de créer un fonds d'investissement alternatif réservé (FIAR) pour les besoins d'un de ses clients. Ce véhicule étant non-régulé, Monsieur Tobler comprend qu'il ne sera pas nécessaire de nommer un réviseur d'entreprises agréé pour effectuer la révision des états financiers de cette structure. Il souhaiterait néanmoins confirmation que sa compréhension est exacte et que vous lui rappeliez la référence de la loi qui gouverne les FIAR.

(0,5 point)

Question 10

Monsieur Tobler comprend que tous les véhicules de sa gamme de fonds actuelle sont des fonds d'investissement alternatifs (FIA) selon la définition de la Directive GFIA. Etes-vous d'accord avec lui ? Justifiez votre réponse.

(1,0 point)

Question 11

La Directive GFIA et les textes qui en découlent définissent un certain nombre de règles relatives aux éléments qui composent le rapport annuel des FIAs. En particulier, Monsieur Tobler, qui se passionne pour la lecture des circulaires émises par la CSSF, se souvient d'une lecture nocturne de la circulaire CSSF 10/437 de 2010, que des informations en matière de politique de rémunération doivent figurer dans le rapport annuel des entreprises du Secteur Financier. Il en déduit que c'est le cas pour ses FIAs.

Il souhaiterait toutefois savoir si ces informations doivent faire l'objet d'un audit. Si tel n'était pas le cas, le réviseur d'entreprises agréé a-t-il malgré tout une responsabilité quelconque par rapport à ces informations ?

(1,5 points)

Question 12

La SICAV Tobler-Five est en cours de création. Elle sera régie par les dispositions de la partie II de la Loi modifiée du 20 décembre 2010 et investira uniquement en actions de sociétés cotées. Elle devrait avoir un actif net total de EUR 60M à court terme, qui devrait augmenter à EUR 80M maximum sur le long terme. Monsieur Tobler n'est pas encore certain d'en confier la gestion à Carbar AM. Dans le cas où il opte pour que Tobler-Five soit autogérée, Monsieur Tobler aimerait savoir si la SICAV devra obtenir le statut de gestionnaire autorisé selon les termes de la directive sur les GFIA et de sa transposition en droit luxembourgeois.

(2,0 points)

Luxembourg, le 19/11/2018

Monsieur Tobler souhaite vous nommer réviseur d'entreprises agréé de Tobler-Five, dont le premier exercice comptable sera clôturé le 30 septembre 2019.

Pour vous aider dans votre mission de révision des autres fonds de la gamme « Tobler », vous avez pour habitude de définir une stratégie d'audit basée sur les contrôles, dans la mesure où les contrôles en place tant au niveau de l'Administration Centrale que de la Banque Dépositaire de la SICAV font l'objet d'un rapport suivant la norme ISAE3402. Dans ce rapport, tous les contrôles permettant d'adresser les risques d'audit identifiés sont testés. Ce rapport couvre une période annuelle clôturée le 31 décembre de chaque année et est généralement disponible mi-avril.

Considérant que la SICAV Tobler-Five sera très similaire à celle de Tobler-Three (dont l'exercice se clôture le 31 décembre de chaque année) en terme de structure, de volume et d'actifs sous-jacents, Monsieur Tobler s'attend à ce que votre stratégie d'audit par rapport à l'inclusion du rapport ISAE3402 soit similaire pour les deux fonds.

Question 13

Il vous demande si ce raisonnement est correct au regard des normes internationales d'audit et de leurs éventuelles interprétations locales au sein de la profession de l'audit ou si, au regard de ces normes, d'autres éléments sont à prendre en compte dans votre stratégie d'audit pour Tobler-Five.

(2,5 points)

Partie II – Sociétés commerciales

Vous êtes responsable de mission pour l'audit chez Smart Vélo. Le Directeur financier de Smart Vélo vous contacte le 16 avril 2018 pour discuter de plusieurs points liés à la clôture des états financiers consolidés aux 30 juin 2018. Voici les notes que vous avez prises lors de la conversation téléphonique.

- Smart Vélo, une société de fabrication de vélos tout-terrain, a été constituée en juin 2001
- Smart Vélo a commencé la production industrielle de ses vélos à Esch en octobre 2001. Depuis 2001, la société a acquis deux filiales - en Pologne et en Chine. Chaque filiale a un site de production dans le pays concerné.
- En 2014, deux nouveaux producteurs sont apparus sur le marché des vélos tout-terrain. Depuis 2015, Smart Vélo a constaté une baisse significative des ventes – environ 15%. Suite à cette diminution des ventes, Smart Vélo a décidé de mettre en œuvre un plan de restructuration.
- Les points principaux sont présentés ci-dessous :
 - o Le 13 avril, 2018, le conseil d'administration de Smart Vélo a décidé que l'usine en Pologne cesserait ses opérations le 30 novembre 2018. Cette information est encore considérée comme confidentielle.
 - o 300 employés seront licenciés. Le Directeur financier estime que 150 d'entre eux cesseront de travailler le 30 septembre 2018 et 150 le 30 novembre 2018. Le salaire mensuel par employé s'élève à EUR 3.500. Chaque employé touchera une indemnité de départ. Le montant de l'indemnité n'est pas encore décidé à la date d'aujourd'hui.
 - o La filiale en Pologne n'est pas propriétaire du bâtiment. Le contrat de bail court sur une période de 20 ans à compter du 1 janvier 2005. Le loyer mensuel se monte à EUR 2,000,000. Pendant les 10 premières années, le contrat ne prévoit aucune possibilité de résiliation anticipée. A partir de la dixième année du contrat, Smart Vélo peut annuler le contrat en donnant 6 mois de préavis et 50% du loyer pour la période résiduelle du contrat. La Société prévoit d'informer le bailleur au 1er juin 2018 de sa décision de résilier le contrat de location, décision qui prendra effet à partir du 30 novembre 2018.
- Smart Vélo présente ses états financiers consolidés selon les Normes Internationales d'Information Financière (*IFRS*) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Question 14

Le Directeur financier veut comptabiliser une provision au titre des frais de restructuration au 30 juin 2018, mais il sait qu'il y a des règles spécifiques en la matière selon les IFRS. Il vous est demandé de rédiger une note mettant en évidence :

a) Les obligations énoncées par IAS 37 ainsi que les points d'attention à prendre en compte avant le 30 juin 2018

b) i) Typiquement, quels sont les coûts directement liés au projet de restructuration et les coûts liés aux activités courantes?

ii) Pour le cas en question, expliquez le traitement comptable des coûts salariaux actuels, des indemnités de licenciement versées aux employés, des coûts actuels de location du bâtiment ainsi que comment comptabiliser la clause de résiliation du contrat de location du bâtiment.

(4,0+2,0+2,0 = 8,0 points)

Question 15

Suite à la prise de connaissance de ces informations par le Directeur financier de Smart Vélo, quels changements apporteriez-vous à votre approche d'audit pour faire face aux conséquences de la cessation d'activité en Pologne en novembre 2018 ? Pour répondre à la question préparez un programme de travail adapté aux procédures d'audit devant être réalisées.

(5,0 points)

En mars 2018, la société a reçu une plainte d'un client indiquant que 3.000 vélos fabriqués et vendus par Smart Vélo étaient défectueux. Le client a demandé des dommages à hauteur de EUR 2.500 par vélo. L'affaire a été portée devant les tribunaux. Au 30 juin 2018, Smart Vélo a considéré l'affirmation comme infondée et n'a par conséquent rien provisionné au 30 juin 2018.

Le tribunal a rendu son verdict en première instance le 15 juillet 2018 et a condamné Smart Vélo à payer EUR 7.500.000. A cette date, le Conseil d'administration n'a pas encore adopté les états financiers consolidés au 30 juin 2018. Le Directeur financier propose de rajouter une note dans les états financiers consolidés qui explique le verdict du tribunal.

Question 16

Veillez commenter la proposition du Directeur financier

(4,0 points)

Au 30 juin 2018, les créances commerciales au bilan de Smart Vélo s'élèvent à EUR 10,000,000, incluant un montant de EUR 1,500,000 dû par le magasin « Healthy Living ». Healthy Living est un client de Smart Vélo depuis 2005 et a toujours payé ses factures dans les délais légaux. Au 30 juin 2018, le Directeur financier a estimé que Healthy Living était en bonne situation financière donc aucune provision pour créances douteuses n'a été enregistrée. En juillet 2018, un incendie a éclaté dans le magasin Healthy Living et les propriétaires du magasin ont décidé de fermer définitivement le magasin.

Luxembourg, le 19/11/2018

Suite à cette nouvelle, le Directeur financier pense qu'il existe un risque substantiel qu'une partie de la créance reste impayée. A cette date, le Conseil d'administration n'a pas encore adopté les états financiers consolidés au 30 juin 2018. Le Directeur financier propose d'ajuster les états financiers consolidés du montant de cette provision.

Question 17

Veillez commenter la proposition du Directeur financier et les conséquences en termes de travaux d'audit

(3,0 points)

Consécutivement à une décision du Conseil d'Administration intervenue début 2018, la société a décidé de demander à un groupe d'ingénieurs en interne de revoir le système de boîte de vitesses sur leur vélo tout-terrain en tête des ventes pour en améliorer la performance. Le nom de ce projet est « Solaris ». Ces ingénieurs ont l'obligation de remplir des feuilles de temps recensant les heures consacrées à ce projet par semaine. Au 30 septembre 2018, la société a capitalisé EUR 2 Mio. sous forme d'un actif « recherche et développement ». Le coût total du projet est estimé à EUR 2,5 Mio. La phase de développement est estimée être terminée avant le 30 novembre 2018 et le nouveau système de boîte de vitesses devrait être mis en production à partir de décembre 2018. La composition des coûts capitalisés estimés à EUR 2,5 Mio. est la suivante :

Description	Date d'engagement des coûts	Coût en EUR
Frais d'hébergement, de déplacement et de restauration dans le cadre d'une réunion de <i>brainstorming</i> de cinq jours en Chine. La réunion a abordé les sujets suivants : - Rechercher quelles technologies étaient disponibles sur le marché - Chercher des alternatives potentielles - Peser le pour et le contre pour chaque nouveau type de matériel à utiliser pour la fabrication de la boîte de vitesses.	janvier 2018	EUR 200.000
Coûts salariaux des ingénieurs du projet Solaris dans leur développement de trois types de boîte de vitesses possibles (A,B,C)	janvier à avril 2018	EUR 200.000
Coût matériel de la construction de trois prototypes en vue de la réunion du Conseil d'administration organisée le 30 avril 2018. Le Conseil a décidé que la boîte de vitesses B était la seule techniquement et commercialement viable pour un déploiement à grande échelle.	avril 2018	EUR 850.000
Coûts salariaux des ingénieurs du projet Solaris afin d'amener le prototype B à un niveau de production.	mai à novembre	EUR 600.000
5% allocation des coûts généraux (chauffage, éclairage, location du bâtiment etc)	janvier à novembre 2018	EUR 500.000
Demande de brevet	novembre 2018	EUR 150.000
		EUR 2.500.000

La société propose d'ajouter le principe comptable ci-dessous dans ses états financiers à la date de clôture étant donné qu'elle n'avait pas de tels actifs incorporels dans ses états financiers au cours des années précédentes.

Luxembourg, le 19/11/2018

« Les dépenses de recherche et de développement relatives à un projet individuel sont comptabilisées en tant qu'actif incorporel quand la société peut prouver :

- La faisabilité technique de réalisation du projet afin de rendre celui-ci prêt à l'utilisation ou à la vente
- La manière dont l'actif va générer des bénéfices économiques
- La disponibilité des ressources pour achever l'actif et le rendre prêt à l'utilisation ou à la vente
- La capacité à mesurer de manière fiable les dépenses encourues lors de la phase de développement

La durée de vie économique utile des dépenses de recherche et de développement relatives aux boîtes de vitesses développées en interne est considérée comme étant indéfinie, par conséquent l'actif incorporel lié n'est pas amorti mais est soumis à un test annuel de dépréciation. »

Question 18

- a) Quels sont les coûts qui peuvent être capitalisés au bilan selon IAS 38? Justifiez votre réponse pour chaque coût pris séparément.
- b) Le principe comptable suggéré est-il conforme à IAS 38? Justifiez votre réponse

(3,0 + 2,0=5,0 points)

Informal ENGLISH translation

PART I - OPC

EXERCISE 1

- 1) You are the auditor of the Management Company RedHot Co & Partners. The Chairman of its Board of Directors, Lew Hashby, contacts you because he wishes to inform you that the Board of Directors decided, at its meeting on November 1, N, to liquidate the structure on February 1 N + 1.

1st case: The accounts as at 31 December N are prepared on a basis other than going concern and adjustments relating to the planned liquidation have been recorded in the accounts.

Question 1

Given that the liquidation has been decided by the Board of Directors, Lew Hashby asks you to remind him of the obligations of his Board regarding the preparation of the notes to the financial statements.

Lew also asks you what impact this decision would have on your audit opinion.

(2,0 points)

2nd case: The accounts are prepared on a basis other than going concern but no adjustment has been recorded in the accounts.

Question 2

Propose, if applicable, a draft of the modified elements of the audit report versus a standard opinion; please consider both the case where the adjustments are material and where they are not material.

(4,0 points)

3rd case: The accounts have been prepared on a going concern basis

Question 3

Without writing the opinion itself, please outline the impact of this situation on your audit opinion.

(1,0 point)

- 2) BluCool Co & Partners manage the fund ChiliPepper Sicav, a Luxembourg UCITS, created on March 15 N-3. The accounting year of the SICAV ends on December 31 of each year.

Luxembourg, le 19/11/2018

Its investment policy is quite diversified, and the portfolio includes listed shares and bonds, short-term money market instruments, liquid investment funds and some illiquid investments.

When the SICAV was created, the Board of Directors of the SICAV took the decision to amortise the capitalised set-up costs over a period of five years.

ChiliPepper Sicav's Board of Directors decided on January 15 N + 1 to liquidate the structure i.e. after its closing date (December 31 N), but before the date of signature of the accounts.

Question 4

Given that the decision was taken after December 31, N, the Board of Directors of the SICAV asks you on what basis the accounts should be prepared and which adjustments it would need to post on its assets and liabilities. For assets, the different types of investments held by the fund should be considered separately.

(3,0 points)

Question 5

Would your answer be different if this decision were taken on April 15th N + 1, i.e. before the signature of the audit opinion and the provision of the accounts to the General Assembly of ChiliPeppers Sicav, but after the approval by the Board of Directors?

(0.5 point)

You are informed of a merger by absorption of the ChiliPepper Sicav fund (absorbed fund) by another Luxembourg UCITS, Nirvana FCP (absorbing fund), which will take place on 1 November N + 1.

Question 6

For which period and to which date does the Board of Directors of ChiliPepper Sicav have to prepare the last set of accounts?

Should the accounts be prepared on a going concern basis? Justify your answer.

Describe the other reports (other than the audit opinion) to be issued by the auditor of ChiliPepper Sicav in connection with this merger transaction (their title).

(2,5 points)

3) You are the auditor of a 5-compartment UCITS, TellMeBaby Sicav, whose financial year ends on 31 December N. At the audit planning meeting, the Board of Directors informs you that two of the sub-funds were put into liquidation during the year, the first on March 31st and the other on September 30th. The other sub-funds are still active at the closing date.

The liquidation of the first sub-fund is closed, but the second sub-fund still holds payables and cash, for an immaterial amount (at the sub-fund level).

Question 7

The Board of Directors of TellMeBaby Sicav ask you what information should be included in the year end financial statements, in this case of liquidation of compartments.

(3,0 points)

EXERCISE 2

Mr Tobler, an asset manager based in Switzerland and managing the portfolio of a number of Luxembourg investment vehicles, is visiting Luxembourg in one week. As he considers with interest the opinion of the réviseur d'entreprises agréé of his funds, he has sent you a series of questions for which he wishes to obtain clarification during his visit.

The current range of funds created by Mr. Tobler (and audited by your Audit Firm) includes:

- Tobler-One (total net assets EUR 7M): a SIF (Specialized Investment Fund) created to invest the assets of one of its clients; it is a self-managed SICAV
- Tobler-Two (total net assets EUR 30M): a multi-subfund SIF designed to collect / raise funds from French clients and invest the amounts collected according to various investment policies
- Tobler-Three (net assets EUR 12M): a fund governed by the provisions of Part II of the amended Law of 20 December 2010, created to invest the assets of one of its European clients
- Tobler-Four (total net assets EUR 25M): a fund governed by the provisions of Part II of the amended Law of December 20, 2010, which aims to collect / raise funds from French clients and to invest amounts raised according to hedge fund strategies

With the exception of Tobler-One which is managed internally, all these structures have designated Carbar AM, a Luxembourg management company already managing several billion euros of assets, as AIFM.

Mr. Tobler's questions are:

Question 8

Do all structures in its range of funds have the obligation to appoint an auditor? Justify your answer.

Would your answer to the previous sub-question be different if Carbar AM was an authorized AIFM under French law? Justify your answer.

(1,5 points)

Question 9

Mr. Tobler plans to create a reserved alternative investment fund (RAIF) for the needs of one of his clients. As this vehicle is unregulated, Mr. Tobler understands that it will not be necessary to appoint an auditor to audit the financial statements of this structure. He would nevertheless like to confirm that his understanding is correct and would like you to remind him with reference to the law that governs the RAIF.

(0.5 point)

Question 10

Mr. Tobler understands that all vehicles in his current range of funds are Alternative Investment Funds (AIFs) as defined by the AIFM Directive. Do you agree with him? Justify your answer.

(1,0 point)

Question 11

The AIFM Directive and the resulting texts define a number of rules relating to elements that make up the annual report of AIFs. In particular, Mr Tobler, who is passionate about reading circulars issued by the CSSF, remembers from a nocturnal reading of CSSF Circular 10/437 of 2010, that disclosures related to the remuneration policy must be included in the Annual report for financial sector companies. He deduces that this is also the case for his AIFs. However, he would like to know if this disclosure needs to be audited. If not required, does the réviseur d'entreprises agréé still have any responsibility regarding this information?

(1.5 points)

Question 12

The Tobler-Five SICAV is in the process of being created. It will be governed by the provisions of Part II of the amended Law of December 20, 2010 and will only invest in shares of listed companies. It should have a total net assets of EUR 60M in the short term, which should increase to EUR 80M maximum over the long term. Mr. Tobler is not yet certain to entrust the management to Carbar AM. In the event that he opts for Tobler-Five to be self-managed, Mr Tobler would like to know if the SICAV will have to obtain the status of authorized manager according to the terms of the AIFM directive and its transposition into Luxembourg law.

(2,0 points)

Mr. Tobler wishes to appoint you as auditor of Tobler-Five, whose first financial year will end on September 30, 2019.

Luxembourg, le 19/11/2018

To assist you in your audit of the other funds of the "Tobler" range, you usually define an audit strategy based on controls, insofar as the controls in place at the level of the Central Administration as well as the Custodian Bank of the SICAV are covered by an assurance report based on ISAE3402. In this report, all controls addressing the identified audit risks are being tested. This report covers an annual period ending December 31 of each year and is generally available mid-April.

Considering that Tobler-Five SICAV will be very similar to Tobler-Three (whose fiscal year ends on December 31 of each year) in terms of structure, volume and underlying assets, Mr. Tobler expects your audit strategy relative to the use of the ISAE3402 report , to be similar for both funds.

Question 13

He asks you whether this reasoning is correct with regards to international auditing standards and their possible local interpretations within the audit profession or whether, in the light of these standards, other elements are to be taken into account in your audit strategy for Tobler-Five.

(2,5 points)

PART II – Commercial Companies

You are the executive in charge of the audit of Smart Vélo. On 16 April, 2018, the Finance Director contacted you in order to discuss a number of points linked to the year-end closing of the financial statements as at 30 June 2018. Below are the notes which you took during the telephone conversation.

- Smart Vélo, a company which manufactures mountain bicycles, was incorporated in June 2001
- Smart Vélo started production of its bicycles in Esch in October 2001. Since 2001, the company has acquired two subsidiaries – in Poland and in China. Each subsidiary has a manufacturing site in the related country.
- In 2014, two new manufacturers appeared on the market selling mountain bicycles. Since 2015, Smart Vélo has noticed a significant reduction in the level of sales – approximately 15%. As a result of this reduction, Smart Vélo has decided to put in place a restructuring plan.
- The main points of this plan are outlined below:
 - o On 13 April, 2018, the Board of Directors of Smart Vélo decided to cease operations in the Polish plant with effect from 30 November 2018. This information is to be considered as confidential for the moment.
 - o 300 employees will be laid off. The Finance Director estimates that 150 of those employees will cease working on 30 September 2018 and the remaining 150 employees on 30 November 2018. The monthly salary per employee amounts to EUR 3.500. Each employee will receive a redundancy payment. The amount of the redundancy payment has not yet been decided as of today.
 - o The subsidiary in Poland does not own the building. The rental agreement runs for a period of 20 years from 1 January 2005. The monthly rental amounts to EUR 2,000,000. During the first 10 years, the contract does not allow cancellation of the contract. Starting from 10th year of the contract, Smart Vélo can cancel the contract by giving 6 months' notice and paying 50% of the rent for the residual period. The company plans to inform the landlord on 1 June 2018 of its decision to cancel the rental agreement with effect from 1 November 2018.
- Smart Vélo prepares its financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union.

Question 14

The Finance Director wishes to account for a restructuring provision as at 30 June 2018, however he is aware that there is certain guidance within IFRS on this topic. He has requested you to prepare a note setting out:

- a) The requirements of IAS 37 as well as key points to take account of prior to 30 June 2018
- b)
 - i) In general, which types of costs may be considered as directly linked to a restructuring project and which costs may be considered as related to normal operating activities?
 - ii) For the case in hand, explain the accounting treatment for ongoing salary costs, employee redundancy payments, ongoing building rental costs and how to account for the termination clause in the building rental agreement.

(4,0+2,0+2,0 = 8,0 points)

Question 15

Following receipt of the above information from the Finance Director of Smart Vélo, what changes would you make to your audit approach to address the impact arising from the decision to cease operations in Poland. In order to answer this question, prepare a specific work programme for the audit procedures to be performed.

(5,0 points)

In March 2018, the company received notice from one of its clients stating that 3,000 bicycles manufactured and sold by Smart Vélo were faulty. The client has requested damages amounting to EUR 2.500 per bicycle. The case was brought in front of the courts. As at 30 June 2018, Smart Vélo considered that the claim was without foundation and as a result no provision was recorded as at 30 June 2018.

The courts rendered their judgement on 15 July 2018 and sentenced Smart Vélo to pay EUR 7.500.000. As of this date, the Board of Directors had not yet authorised for issue the consolidated financial statements as at 30 June 2018. The Finance Director proposes to add note disclosure to the consolidated financial statements explaining the outcome of the court case.

Question 16

Please comment on the proposal of the Finance Director.

(4,0 points)

As at 30 June 2018, the trade debtors in the balance sheet of Smart Vélo amount to EUR 10,000,000, including an amount of EUR 1,500,000 owed by the shop "Healthy Living". Healthy Living has been a client of Smart Vélo since 2005 and has always paid their invoices on time. As at 30 June 2018, the Finance Director estimated that Healthy Living had a solid financial position, therefore no provision for doubtful debts was recorded. In July 2018, there was a fire in the Healthy Living shop and the owners of the shop decided to completely cease operations and close the shop. Following this news the Finance Directors thinks that there is a substantial risk that a portion of the receivable will not be paid. As of this date, the Board of Directors has not yet authorised for issue the financial

Luxembourg, le 19/11/2018

statements as of 30 June 2018. The Finance Director proposes to adjust the consolidated financial statements for the amount of this provision.

Question 17

Please comment on the proposal of the Finance Director and the consequences in terms of audit work.

(3,0 points)

Following a decision of the Board of Directors at the beginning of 2018, the company has decided to ask a group of internal engineers to revisit the gears systems on their mountain bicycles with the aim of enhancing their performance. The project is code-named "Solaris". The engineers are required to complete weekly timesheets setting out the hours spent on this project. As at 30 September 2018, the company has capitalised EUR 2m as an asset "research and development". The total project costs are estimated to be EUR 2,5m. The development phase is estimated to be finished by 30 November 2018 with the new gears systems entering into production from December 2018 onwards. The breakdown of the total estimated costs to be capitalised of EUR 2,5m is set out below:

Description	Date at which costs were incurred	Costs in EUR
Hotel, travel and food costs for a 5 day brain-storming meeting in China The meeting covered the following topics : - Looking at what technology was available on the market - Searching for potential alternatives - Discussing the pros and cons of new types of material to manufacture the gears	January 2018	EUR 200.000
Salary costs of Project Solaris engineers to come up with three possible types of new gears (A,B,C)	January to April 2018	EUR 200.000
Material cost of building three prototypes for Board meeting held on 30 April 2018. The board decided that only gear B was technically and commercially feasible to roll out on a large scale.	April 2018	EUR 850.000
Salary costs of project Solaris engineers working on bringing prototype B to production stage.	May to November	EUR 600.000
5% allocation of overheads (heating, lighting, rental of building etc)	January to November 2018	EUR 500.000
Application for legal patent	November 2018	EUR 150.000
		EUR 2.500.000

The company proposes to add the following accounting policy in their financial statements at the year end, as they did not have any such intangibles in their balance sheet in prior years.

"Research and development expenditures on an individual project are recognised as an intangible asset when the company can demonstrate:

- The technical feasibility of completing the project so that the asset will be available for use or sale

Luxembourg, le 19/11/2018

- How the asset will generate future economic benefits
- The availability of resources to complete the asset
- The ability to measure reliably the expenditure during development

The useful economic life of internally developed gears is considered to be indefinite, therefore the related intangible asset is not amortised but is subject to an annual impairment test”

Question 18

Which of the above costs, accordingly to IAS 38, can be capitalised in the balance sheet? Explain the reason for each cost individually.

Is the suggested accounting principle in accordance with IAS 38? Justify your response

(3,0 + 2,0 =5,0 points)

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

SESSION EXTRAORDINAIRE – 20 NOVEMBRE 2018

E P R E U V E E C R I T E

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre farde ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noir ou bleu).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

3. Assurances

Enoncé en Partie III	Question 19	3,0 points
	Question 20	4,0 points
	Question 21	6,0 points
	Question 22	3,0 points
	Question 23	6,0 points
	Question 24	3,0 points

4. Droit comptable et fiscal

Enoncé en Partie IV	Question 25	4,0 points
	Question 26	5,0 points
	Question 27	2,0 points
	Question 28	2,0 points
	Question 29	2,0 points
	Question 30	2,0 points
	Question 31	4,0 points
	Question 32	2,0 points
	Question 33	2,0 points

Partie III – Assurances

Partie I :

Associé en charge de plusieurs mandats de contrôle légal des comptes de sociétés d'assurance au sein de votre cabinet de révision, vous arrivez tôt à votre bureau ce lundi matin d'avril 2018. La semaine s'annonce chargée, plusieurs conseils d'administration de vos clients assurance devant se tenir dans les prochains jours. A peine arrivé au bureau, vous recevez un appel du président du comité exécutif de votre cabinet. Il vient de prendre connaissance d'un article paru il y a une heure dans la presse luxembourgeoise en ligne et qui concerne l'un de vos clients assurance, ABC. Il vous demande des explications à ce sujet.

Dans la vague des lanceurs d'alerte, deux journalistes d'investigation viennent de publier les résultats de leur enquête au sujet des pratiques commerciales d'ABC. Témoignages à l'appui, ils décrivent les méthodes de commercialisation des polices d'assurance et dénoncent des pratiques qu'ils qualifient d'illégales. Ils expliquent en effet que certains apporteurs d'affaires d'ABC ont offert, au cours des dernières années, des cadeaux somptueux (voyages coûteux par exemple) à des responsables de département « achats » dans des entreprises privées afin d'obtenir la souscription de polices d'assurance groupe sans appel d'offre préalable. A cet effet, les apporteurs d'affaires obtenaient des fonds d'ABC au moyen du paiement de commissions d'acquisition surévaluées par rapport aux conditions contractuelles. Certains anciens salariés d'ABC contactés par les journalistes rapportent que le responsable du département « production » d'ABC avait connaissance des paiements réalisés au bénéfice des apporteurs d'affaire.

Surpris par les éléments énoncés dans cet article, vous réalisez rapidement que cette affaire mérite votre extrême attention. Votre contrôle légal des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est presque finalisé et votre rapport d'audit doit être émis avant la fin du mois. Votre audit n'a, à ce jour, pas mis en évidence d'anomalie significative concernant les commissions d'acquisition.

Avant même de contacter par téléphone le dirigeant agréé d'ABC, vous organisez en urgence une réunion avec votre chargé de mission, l'associé responsable du contrôle qualité de la mission et le responsable « risk and compliance » de votre cabinet. Vous souhaitez discuter avec eux les étapes à suivre pour gérer au mieux cette crise éventuelle.

Question 19

A ce stade de la matinée et sans disposer de plus d'informations, veuillez indiquer quelles sont les grandes problématiques que vous avez identifiées concernant votre audit. Une réponse sous forme d'idées clés suffit.

Il n'est pas demandé au candidat de qualifier les faits éventuels d'un point de vue juridique.

(3,0 points)

A l'issue de la réunion, il est convenu que votre chargé de mission et vous-même appelez le dirigeant agréé d'ABC pour connaître sa réaction. Celui-ci vous dit être lui aussi très

surpris par cet article et ne pas avoir connaissance des pratiques dénoncées par les journalistes. Il s'emporte contre cette « mode absurde des lanceurs d'alerte » et ne semble pas disposer à prendre de mesures particulières suite à cet article. Il est convaincu que l'attention se détournera d'ABC rapidement et que l'article restera sans suite

En l'absence d'initiative du dirigeant agréé, vous décidez d'appeler le président du conseil d'administration, Monsieur X. Celui-ci indique également tout ignorer de ces pratiques mais propose de consulter les autres administrateurs à ce sujet lors d'une conférence téléphonique.

Monsieur X vous rappelle plus tard dans la journée et vous informe que, devant la gravité des allégations, le conseil d'administration va nommer un de vos confrères pour réaliser une enquête (mandat de type « forensic »).

Votre confrère entame sa mission presque immédiatement. Monsieur X vous rappelle après quelques jours pour vous tenir informé de l'avancement de cette mission. Bien que les faits ne puissent pas encore être prouvés, les premières observations de votre confrère semblent tendre dans la même direction que les journalistes.

Question 20

Quelles sont les conséquences immédiates pour votre audit ? Il n'est pas demandé un programme de travail détaillé, une réponse sous forme d'idées clés suffit.

(4,0 points)

Question 21

Avec l'accord du responsable « risk and compliance » de votre cabinet, vous envisagez de communiquer de façon formelle avec les parties concernées par cette affaire. Quelle(s) communication(s) préparez-vous ? Veuillez préciser son (leur) destinataire(s) et son (leur) contenu.

(6,0 points)

Partie II :

Avec l'accord de Monsieur X, vous avez interrompu vos travaux d'audit en attendant de connaître les résultats de la mission de votre confrère.

Après six semaines d'enquête, votre confrère remet enfin son projet de rapport au conseil d'administration d'ABC. Il confirme les allégations des journalistes et fournit des preuves obtenues au cours de sa mission. Il met également en évidence que ces pratiques existaient depuis plusieurs années.

Le conseil d'administration prononce immédiatement une mise à pied conservatoire du responsable du département « production » et du dirigeant agréé. L'enquête a en effet mis en évidence que le responsable du département « production » forçait temporairement les taux de commissions dans le système de production et qu'il n'y avait aucun contrôle réalisé par le dirigeant agréé sur la sélection et le suivi des apporteurs

d'affaires, sur les données de production relatives aux commissions et sur les paiements y-relatifs.

Après relecture des papiers de travail concernant les tests d'audit portant sur les commissions, vous vous êtes rendu compte que ceux-ci consistaient principalement en des procédures analytiques. Les taux de commission utilisés dans ces procédures étaient validés verbalement par l'équipe d'audit avec le responsable du département « production » et n'étaient pas vérifiés par rapport aux contrats avec les apporteurs d'affaires. Vos procédures analytiques n'avaient donc pas permis de détecter les agissements du responsable du département « production ».

Le conseil d'administration s'interroge alors sur les conséquences des faits d'un point de vue comptable et vous demande si des modifications doivent être faites dans le projet de comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Question 22

Quelles peuvent être les conséquences comptables de ces événements ?

(3,0 points)

Question 23

Quelles peuvent être les conséquences de ces événements sur votre (vos) rapport(s) ? . Le cas échéant, veuillez rédiger les éventuelles modifications de votre rapport d'audit en veillant à être spécifique.

(6,0 points)

Durant le temps de l'enquête, l'article paru dans la presse luxembourgeoise a été largement diffusé par les internautes et a entraîné une dégradation rapide de l'image d'ABC auprès de ses preneurs, prospects et autres apporteurs d'affaires. Les souscriptions ont fortement chuté depuis la parution de cet article et les preneurs ont commencé à racheter massivement leurs polices. Malgré la liquidation de certains investissements, la trésorerie d'ABC est préoccupante. La situation financière est fragilisée et il semble très probable que le budget pour l'année 2018 ne sera pas réalisé.

Après de longues discussions avec le conseil d'administration à ce sujet, vous parvenez à la conclusion que l'utilisation du principe de continuité d'exploitation est toutefois appropriée pour la préparation des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et qu'il n'existe pas d'incertitude significative quant à la capacité d'ABC à poursuivre son activité. L'incertitude liée à ce jugement (« close call ») vous préoccupe et vous demandez à l'associé responsable du contrôle qualité de la mission de confirmer que ce jugement n'a pas d'incidence sur les comptes annuels ni sur le rapport d'audit.

Question 24

Quelle peut être la réponse de l'associé responsable du contrôle qualité de la mission ?

(3,0 points)

Luxembourg, le 20/11/2018

Partie IV – Droit comptable, droit fiscal et droit des sociétés

- I. ESSA est une société anonyme de droit luxembourgeois, au capital social de EUR 50 000 composé de 5 000 actions sans désignation de valeur nominale, constituée le 24 avril 2002.

Vous êtes réviseur d'entreprises agréé de cette société depuis 2011.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Madame A	60 %
Madame B	30 %
Monsieur C	10 %

Elle a pour objet la prestation de services informatiques à des institutions européennes exclusivement.

Suite à une opportunité proposée par Monsieur C, elle envisage maintenant d'acquérir et louer des terrains et bâtiments en complément de son activité traditionnelle.

En mai 2018, les actionnaires souhaitent procéder à une augmentation de capital par apport

- en numéraire à hauteur de EUR 30 000, par Madame A pour EUR 15 000 et Madame B pour EUR 15 000
- en nature, par l'apport d'un terrain et d'un bâtiment, à hauteur de EUR 100.000 par Monsieur C.

En contrepartie de ces apports seraient émises 1 300 actions assorties d'une prime d'émission d'un montant global de EUR 117 000.

La matérialité d'audit est de EUR 30 000.

Question 25

Madame A et Madame B souhaiteraient libérer au moment de la transaction leur apport à hauteur de EUR 3 715 chacune uniquement, et le solde l'année suivante ?

Est-ce possible ?

Précisez la justification économique d'une prime d'émission et les modalités de libération.

(4,0 points)

Finalement, il a été décidé que les apports seraient libérés dans leur intégralité le jour de la transaction.

Vous intervenez en octobre 2018 en tant que réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de la préparation de l'audit des comptes annuels au 31 décembre 2018, et observez qu'un autre réviseur d'entreprises a émis le rapport requis dans le cadre de l'apport en nature. Par ailleurs, vous observez que l'expert mandaté par le conseil d'administration qui a réalisé l'évaluation du terrain et de l'immeuble est le frère de Monsieur C.

Question 26

Quels sont les impacts de ces observations quant à cet apport sur la planification de votre audit, en termes d'identification et d'évaluation des risques ?

Précisez les diligences à mettre en place.

(5,0 points)

Lors de l'arrêté des comptes annuels au 31 décembre 2018, le conseil d'administration a décidé de maintenir le coût d'acquisition tel que spécifié dans l'acte d'apport. L'équipe d'audit estime que le rapport de l'expert sur l'évaluation de l'immeuble ne lui permet pas d'obtenir l'assurance nécessaire quant à cette assertion, et n'obtient pas les éléments complémentaires nécessaires de la part du conseil d'administration..

Les actifs immobilisés représentent 10% du total bilantaire.

Question 27

Quelle sera la nature de l'opinion d'audit que vous allez émettre ?

NB : il convient d'ignorer dans votre réponse toute problématique qui résulterait de la validité de l'acte d'augmentation de capital.

(2,0 points)

Au cours de l'audit, le senior en charge a identifié un montant de TVA à récupérer d'un montant de EUR 45 000 et s'interroge sur sa recouvrabilité. Les obligations déclaratives ont été respectées. La société ne collecte pas de TVA sur les factures envoyées à ses clients, qui sont exclusivement des institutions européennes. Le client précise que, jusqu'alors, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a toujours remboursé les créances TVA.

Question 28

Qu'en pensez-vous ? Sur base de ces éléments, proposez-vous un ajustement d'audit au client ?

(2,0 points)

- II. HOLDING est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée en mars 2016 avec un capital social de EUR 3 000 000. Elle a pour activité la détention d'immeubles de placement.

Elle établit ses comptes annuels suivant les principes LuxGAAP mais a opté pour l'évaluation à la juste valeur de ses actifs immobiliers.

La juste valeur de son portefeuille immobilier est de EUR 63 000 000 au 31 décembre 2017, alors que son coût d'acquisition est de EUR 50 000 000. Tous les actifs détenus ont vu leur valeur augmenter.

Au cours de l'exercice 2017, aucun actif n'a été acquis ou cédé et la variation de juste valeur est de EUR 10 000 000 est comptabilisée dans le compte de profits et pertes.

Son bilan et son compte de profits et pertes se résument ainsi :

BILAN					
	ACTIF			PASSIF	
	2017	2016		2017	2016
Immobilisations corporelles	63 000 000	53 000 000	Capital souscrit	3 000 000	3 000 000
Avoirs en banque	1 050 000	2 200 000	Résultats reportés	2 200 000	-
			Résultat de l'exercice	8 850 000	2 200 000
			Dettes	50 000 000	50 000 000
Total	64 050 000	55 200 000	Total	64 050 000	55 200 000

COMPTE DE PROFITS ET PERTES			
	2017	2016	
Chiffre d'affaires	-	-	
Autres charges externes	- 50 000	- 50 000	
Corrections de valeur	10 000 000	3 000 000	
Intérêts et autres charges financières	- 1 000 000	- 750 000	
Impôts sur le résultat	-	-	
Autres impôts	- 100 000	-	
Résultat	8 850 000	2 200 000	

Vous avez été nommé réviseur d'entreprises pour l'audit contractuel des comptes annuels clos au 31 décembre 2017, 2018 et 2019. Les comptes annuels clos au 31 décembre 2016 n'ont pas été audités. Votre seuil de remontée des ajustements est de 200 000 EUR.

Question 29

L'assemblée générale qui a approuvé les comptes annuels 2016 a décidé d'allouer le résultat de 2016 en résultats reportés.

Qu'en pensez-vous ?

(2,0 points)

Question 30

La comptabilisation de la variation de juste valeur en compte de profits et pertes est-elle possible ? Justifiez votre réponse.

(2,0 points)

Question 31

Dans le cadre de l'audit des comptes annuels au 31 décembre 2017, quels ajustements d'audit proposez-vous, considérant un taux d'imposition sur le revenu de 30% ?

Justifiez vos positions et le traitement comptable à appliquer, y inclus l'information à inclure en annexe.

Pour les besoins de cette question, les impacts liés aux charges externes et intérêts bancaires sont à ignorer.

(4,0 points)

En juillet 2018, le conseil de gérance constate que les fonds propres, sur base d'une situation intermédiaire au 30 juin 2018, s'élèvent à EUR 16 000 000, et envisage la distribution d'un acompte sur dividende d'un montant de EUR 6 000 000 le 27 juillet 2018, dans la mesure où les statuts de la société l'y autorisent.

Un des gérants objecte que la société ne dispose pas des liquidités suffisantes pour payer ce dividende, les autres gérants proposent alors de demander une ligne de crédit bancaire afin de trouver les liquidités nécessaires.

Question 32

Que pensez-vous de cette approche ?

(2,0 points)

Lorsque vous intervenez en octobre 2018 pour préparer l'audit des comptes annuels au 31 décembre 2018, vous réalisez que le versement de l'acompte sur dividende a été réalisé, sans aucun autre formalisme que la rédaction d'un procès-verbal signé par le conseil de gérance.

Question 33

Le rapport d'un réviseur d'entreprises était-il nécessaire en l'espèce ? Préciser les bases légales.

Quel est l'impact sur l'opinion d'audit, considérant ici que la validité de la distribution de l'acompte ne serait pas remise en question.

(2,0 points)

Informal ENGLISH translation

PART III - Insurance

Part I

You are a partner in charge of several statutory audits of insurance undertakings in your audit firm and you arrive early at the office on a Monday morning in April 2018. The week is going to be busy as several meetings of the Boards of Directors of your insurance clients are planned in the coming days. As soon as you arrive at the office, you receive a call from the president of the executive committee of your audit firm. He has just read an article published an hour ago in the Luxembourg internet press and which pertains to ABC, one of your insurance clients. He is asking for explanations about this article.

In the wave of whistle blowers, two reporters have just published the outcome of an investigation relating to ABC's business practices. Using witness testimonies, they allege that the way ABC is selling insurance policies might be illegal. They explain that in fact certain business providers of ABC have been offering excessive gifts (e.g. expensive travels) for several years to procurement personnel of private companies in order to secure the subscription of group insurance policies without calls for tenders. In order to do so, business providers received funds from ABC via payment of acquisition commissions that were actually higher than commissions as per contractual agreements. Reporters were told by certain former ABC employees that the Head of ABC production department knew that such payments were being made to business providers.

Surprised by the allegations included in this press article, you quickly understand that this news deserves immediate attention. The statutory audit of the annual accounts for the year ended 31 December 2017 is nearly completed and your audit report is expected to be released by the end of the month. At this date, your audit has not detected any significant misstatement in relation to acquisition commissions.

Before you call the managing director of ABC, you hurriedly organize a meeting with the manager in charge of the audit, with the Engagement Quality Control Reviewer and the Head of "Risk and Compliance" of your audit firm. You want to discuss with them the steps to be followed to best manage this potential crisis.

Question 19

At this stage of the morning and without having further information, please list the main audit issues that you have identified. An answer in the form of key issues only is sufficient. You are not requested to determine the legal qualification of the potential acts perpetrated.

(3,0 points)

Further to the meeting, you have all agreed that the manager in charge of the audit and yourself would call the managing director of ABC to get his thoughts about the press article. The managing director tells you that he is also very surprised by the press article

and that he does not know anything about the business practices denounced by the reporters. He is angry about this “ridiculous trend of whistle blowers” and he does not seem to be ready to take any specific action. He is convinced that the buzz will quickly die down and that the press article will not be subject to further action.

Given the lack of action taken by the managing director of ABC, you decide to call Mr. X, the chairman of the board of directors. Mr. X also tells you that he does not know anything about the alleged business practices. However he suggests that he consults the other directors about the press article in a conference call.

Mr. X calls you later during the day and tells you that, given the seriousness of allegations made, the board of directors is going to appoint one of your peers to perform a forensic investigation.

Your peer starts his forensic investigation almost immediately. After a few days, Mr. X gives you an update about the progress of such investigation. Although facts are yet to be evidenced, preliminary observations raised by your peer seem to confirm the practices denounced by the reporters.

Question 20

What are the immediate consequences for your audit?

You are not requested to prepare a detailed audit program - you can write down key issues only.

(4,0 points)

Question 21

As approved by the Head of “Risk and Compliance” of your audit firm, you consider formal communications with appropriate parties. Which communication(s) should you prepare? Please determine the addressee and the content of the communication(s)

(6,0 points)

Part II

As agreed with Mr. X, you have stopped your audit work until the results of the forensic investigation are known.

After a 6-week forensic investigation, your peer delivers his draft report to the board of directors of ABC. He confirms the allegations made by the reporters and provides evidence obtained during his investigation. He also demonstrates that such business practices have existed for several years. The board of directors immediately places the Head of ABC production department and the managing director on garden leave. The investigation has uncovered that the Head of ABC production department temporarily changed the acquisition commission rates in the production system. There were no controls performed by the managing director over the selection and monitoring of

business providers as well as production data pertaining to acquisition commissions and related payments.

Checking once again the audit working papers related to the testing of acquisition commissions, you noted that such testing was primarily made of substantive analytics. Acquisition commission rates used in these substantive analytics were only verbally confirmed by the audit team with the Head of ABC production department and were not traced back to agreements with business providers. Your substantive analytical procedures were therefore not designed to detect the misbehaviour of the Head of ABC production department.

The board of directors now considers the consequences from an accounting perspective and asks you whether changes should be made in the draft annual accounts for the year ended 31 December 2017.

Question 22

What could be the potential accounting effects in these circumstances?

(3,0 points)

Question 23

What effect could there be on your report(s)? If appropriate, please write down the proposed modifications to your audit report – be specific.

(6,0 points)

During the investigation, the article published in the Luxembourg press has been widely shared by internet users and has led to a quick deterioration of ABC brand in the eyes of policy-holders, business prospects and other business providers. Subscriptions have quickly dropped since the release of the press article and ABC has suffered massive redemptions of insurance policies. Despite the sale of certain financial assets, ABC treasury is low. The financial position is weak and it is probable that the 2018 budget will not be met.

After long meetings with the board of directors on ABC financial position, you conclude that the use of the going concern assumption for the preparation of the annual accounts for the year ended 31 December 2017 remains appropriate and that there is no material uncertainty that could cast doubt on ABC's ability to continue as a going concern. Given that this is a close call, you ask the Engagement Quality Control Reviewer to confirm that such assessment does not have any effect on the annual accounts and on the audit report.

Question 24

What might be the Engagement Quality Control Reviewer's answer/advise?

(3,0 points)

Luxembourg, le 20/11/2018

Part IV - Accounting, Tax and Company Law

- I. ESSA is a public limited liability company (*société anonyme*) incorporated on 24 April 2002 and governed by Luxembourg law, with a share capital of EUR 50,000 composed of 5,000 shares without nominal value.

You are the independent external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) of this company since 2011.

The shareholder structure is as follows:

Mrs A	60 %
Mrs B	30 %
Mr C	10 %

Its purpose is to provide IT services exclusively to European institutions.

Following an opportunity proposed by Mr C, it now plans to acquire and rent land and buildings in addition to its traditional activity.

In May 2018, the shareholders wish to proceed with a capital increase by contribution

- in cash amounting to EUR 30,000, by Mrs A for EUR 15,000 and Mrs B for EUR 15,000
- in kind, by the contribution of a plot of land and a building, up to EUR 100,000 by Mr C.

In consideration for these contributions, 1,300 shares would be issued together with a share premium of a total amount of EUR 117,000.

The audit materiality is EUR 30,000.

Question 25

Mrs A and Mrs B would like to pay an amount of EUR 3,715 each at the time of the transaction, and the balance the following year.

Is this possible?

Please specify the economic justification for a share premium and the terms of payment.

(4,0 points)

Finally, it was decided that the contributions would be fully paid up on the day of the transaction.

You are working in October 2018 as independent external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) on the planning of the audit of the annual accounts as at 31 December 2018, and you notice that another statutory auditor has issued the required report in connection with the contribution in kind. Furthermore, you notice that the expert appointed by the Board of Directors who carried out the valuation of the plot of land and the building is Mr C's brother.

Question 26

What is the impact of these observations regarding this contribution on your audit planning in terms of risk identification and assessment?

Please specify the steps to be taken.

(5,0 points)

Upon closing the annual accounts for the year ended 31 December 2018, the Board of Directors decided to maintain the acquisition cost as outlined in the contribution deed. The audit team considers that the report issued by the expert on the valuation of the building does not allow them to obtain sufficient audit evidence to cover this assertion and has not obtained the necessary additional information from the Board of Directors.

Fixed assets represent 10% of the total balance sheet.

Question 27

What type of audit opinion would you issue?

NB: any problem which would result from the validity of the deed of capital increase should be ignored in your answer.

(2,0 points)

During the audit, the senior in charge identified VAT amounting to EUR 45,000 to be recovered and questions its recoverability. The reporting obligations have been met. The company does not collect VAT on invoices sent to its clients, which are exclusively European institutions. The client notes that, up to now, the *Administration de l'Enregistrement et des Domaines* has always refunded VAT claims.

Question 28

What do you think of that? Based on these elements, would you propose an audit adjustment to the client?

(2,0 points)

II. HOLDING is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by Luxembourg law, incorporated in March 2016 with a share capital of EUR 3,000,000. Its activity is the holding of real estate as investment properties.

It prepares its annual accounts in accordance with LuxGAAP principles but has opted to measure its real estate assets at fair value.

The fair value of its real estate portfolio is EUR 63,000,000 as at 31 December 2017, while its acquisition cost is EUR 50,000,000. All assets held have increased in value.

During the financial year 2017, no assets were acquired or disposed of and the change in fair value of EUR 10,000,000, was recorded in the profit and loss account.

The balance sheet and profit and loss account are as follows:

BILAN					
	ACTIF			PASSIF	
	2017	2016		2017	2016
Immobilisations corporelles	63 000 000	53 000 000	Capital souscrit	3 000 000	3 000 000
Avoirs en banque	1 050 000	2 200 000	Résultats reportés	2 200 000	-
			Résultat de l'exercice	8 850 000	2 200 000
			Dettes	50 000 000	50 000 000
Total	64 050 000	55 200 000	Total	64 050 000	55 200 000

COMPTE DE PROFITS ET PERTES			
	2017	2016	
Chiffre d'affaires	-	-	
Autres charges externes	- 50 000	- 50 000	
Corrections de valeur	10 000 000	3 000 000	
Intérêts et autres charges financières	- 1 000 000	- 750 000	
Impôts sur le résultat	-	-	
Autres impôts	- 100 000	-	
Résultat	8 850 000	2 200 000	

You have been appointed independent external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) for the contractual audit of the annual accounts as at 31 December 2017, 2018 and 2019. The annual accounts as at 31 December 2016 were not audited. Your threshold for audit adjustment is EUR 200,000.

Question 29

The general meeting that approved the 2016 annual accounts decided to allocate the 2016 result to result carried forward.

What do you think of that?

(2,0 points)

Question 30

Is it possible to record the change in fair value in the profit and loss account? Please justify your answer.

(2,0 points)

Question 31

Regarding the audit of the annual accounts as at 31 December 2017, what audit adjustments would you propose, considering an income tax rate of 30%?

Please justify your answer and the accounting treatment to be applied, including the information to be included in the notes to the accounts (*annexe*).

For the purpose of this question, any impact related to external charges and bank interest should be ignored.

(4,0 points)

In July 2018, the Management Board notes that the shareholders' equity, based on an interim situation as at 30 June 2018, amounts to EUR 16,000,000, and is considering the distribution of an interim dividend of EUR 6,000,000 on 27 July 2018, insofar as the company's articles of association permit to do so.

One of the managers objects noting that the company does not have sufficient cash to pay this dividend, the other managers then propose to ask for a bank credit line in order to obtain the necessary cash.

Question 32

What do you think of this approach?

(2,0 points)

As part of your planning phase in October 2018 for the audit of the annual accounts as at 31 December 2018, you realise that the interim dividend has been paid, without any other formality than the drafting of minutes signed by the Management Board.

Question 33

Was an auditor's report necessary in this case? Please specify the legal bases.

What is the impact on the audit opinion, on the assumption that the validity of the distribution of the interim dividend itself is not in question?

(2,0 points)